



L'économie au Nouveau-Brunswick

2005

L'économie au Nouveau-Brunswick 2005

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/0024/index-f.asp

30 mars 2005

Couverture :

Communications Nouveau-Brunswick (CNB 3023)

Traduction :

Bureau de traduction, Approvisionnement et Services

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Approvisionnement et Services

ISBN 1-55396-252-4

ISSN 0548-4073

Imprimé au Nouveau-Brunswick



Pensez à recycler!

Table des matières

	Page
Aperçu	5
Reprise marquée de l'économie mondiale	6
Politique monétaire mitigée	8
L'économie canadienne	
Reprise de la croissance du PIB en 2004.....	9
Croissance du PIB plus forte en 2005.....	10
L'économie du Nouveau-Brunswick	
Croissance du PIB semblable en 2004.....	11
Croissance plus modérée du PIB en 2005	12
Peu de changement dans la population	13
Vieillissement de la population	13
Niveau record du nombre d'emplois	14
Le secteur des services reprend de la vigueur.....	14
Le taux de chômage passe sous 10 %	15
Croissance de l'emploi dans quatre régions sur cinq.....	15
Recul de l'inflation	16
Progression moindre des salaires et traitements	16
Bond des livraisons manufacturières	17
Résultats mitigés dans les produits du papier	17
Secteur des produits du bois toujours dynamique	18
Croissance robuste des exportations.....	18
Les immobilisations atteignent un sommet inégalé.....	19
Les industries de services publics poursuivent leur transformation.....	20
Accroissement de la production minière	21
Expansion des secteurs de la technologie et des communications	22
Accélération de la croissance dans le commerce au détail	23
Activités record dans les transports	23
Amélioration continue des recettes des services de restauration	24
Accroissement des recettes monétaires agricoles	24

REMARQUE : L'analyse contenue dans ce document est fondée sur les données disponibles au 10 mars 2005; des données historiques comparables sont utilisées. Les données ont été arrondies, ce qui explique les écarts avec la somme.

Les données seront mises à jour sur le site Web des Finances :
<http://www.gnb.ca/0024/index-f.asp>

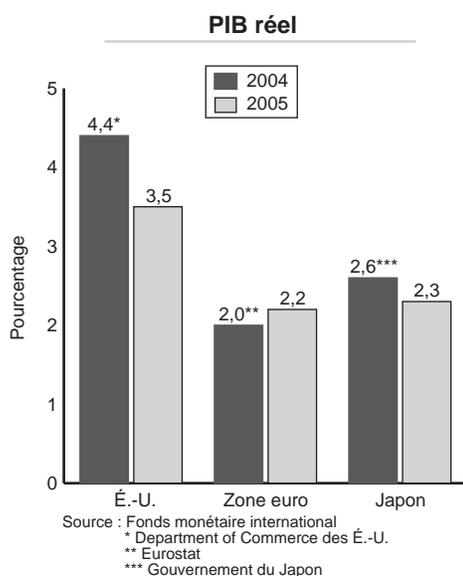
Bilan statistique de 2004		
	Écart (en %) entre 2003 et 2004 (écart en pourcentage, à moins d'indication contraire)	
	N.-B.	Canada
Production et revenus		
PIB		
En dollars courants	4,0	6,1
En dollars enchaînés de 1997	2,5	2,8
Revenu personnel	2,6	4,1
Formation de capital	12,1	8,3
Exportations internationales	10,8	8,6
Commerce de détail	2,1	5,0
Population et population active		
Population totale au 1 ^{er} juillet	0,1	0,9
Population active	1,4	1,4
Emploi	1,9	1,8
Chômage	-3,6	-4,3
Taux de chômage (%)	9,8	7,2
Taux d'activité (%)	63,9	67,6
Secteurs d'activité		
Recettes monétaires agricoles	5,7	7,5
Mises en chantier	-12,1	6,9
Livraisons de biens de fabrication	11,1	8,4
Production de bois d'œuvre	6,5	6,7
IPC	1,5	1,9

Aperçu

- Les économies nord-américaines ont poursuivi leur reprise à un rythme soutenu en 2004. Malgré un dollar canadien en hausse constante et un cours du prix du pétrole élevé, l'économie canadienne a rebondi après le fléchissement observé en 2003, et elle a enregistré une croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) de 2,8 %. La croissance de l'économie américaine s'est accélérée, atteignant un rythme de 4,4 %, fortement stimulée par les investissements des entreprises et les dépenses à la consommation. Le Nouveau-Brunswick a enregistré un rendement similaire à l'année précédente, son économie ayant connu une croissance de 2,5 %.
- Au Nouveau-Brunswick, la croissance des livraisons manufacturières, des exportations et des recettes des restaurants a été supérieure aux taux observés au niveau du pays. Les immobilisations dans la province ont atteint un sommet inégalé. Des progrès notables ont aussi été observés en ce qui concerne les recettes monétaires agricoles, le commerce au détail, la production minière et le tonnage au port.
- Les recettes touristiques ont maintenu le cap. L'inflation des produits de consommation a connu un net ralentissement par rapport à l'an dernier, et est passé sous le taux d'inflation pour l'ensemble du pays, une première depuis l'année 2001. La croissance démographique a peu changé comparativement aux deux années précédentes.
- Le nombre de travailleurs dans la province a augmenté substantiellement pour atteindre un niveau record en 2004; cette amélioration a bénéficié à la fois au personnel à temps plein et à temps partiel. La croissance de l'emploi ayant dépassé la croissance de la population active, le taux de chômage est passé sous la barre des 10 %, pour s'établir en moyenne à 9,8 %. Le taux de participation provincial à la population active a atteint un taux record de 63,9 %. La croissance des salaires et traitements s'est poursuivie.
- En 2005, la croissance économique de l'Amérique du Nord devrait ralentir, mais demeurer néanmoins dynamique. Au Nouveau-Brunswick, la croissance du PIB réel devrait progresser de 2,1 %, suite à un fléchissement de la demande domestique et de la demande extérieure. Les activités de construction continueront de stimuler quelque peu la croissance, notamment par la poursuite des travaux d'élargissement de la route transcanadienne, la construction possible du terminal de gaz naturel liquide de la société Irving, ainsi que les investissements accrus du gouvernement provincial. La croissance de l'emploi au Nouveau-Brunswick devrait se modérer, tandis que l'inflation des produits à la consommation devrait demeurer à peu près inchangée.

Reprise marquée de l'économie mondiale

- L'économie mondiale a connu une reprise marquée en 2004. Les économies américaine et japonaise ont enregistré des taux de croissance respectifs de 4,4 % et de 2,6 % et continuent de devancer l'Europe. La forte lancée observée dans un certain nombre de grands pays (notamment la Chine, la Russie et l'Inde) a aussi contribué au dynamisme de l'économie mondiale. Cette reprise au niveau mondiale a toutefois été quelque peu atténuée par les cours à la hausse du baril de pétrole et pour d'autres types de produits de base. Les cours élevés constants du pétrole et la valeur croissante de l'euro ont été un fléau pour les exportations européennes vers l'Amérique du Nord et la Chine.



Reprise soutenue de l'économie américaine

- La reprise aux États-Unis s'est poursuivie à un rythme soutenu, parallèlement à une croissance stimulée par la demande intérieure. La croissance du PIB réel s'est établie à 4,4 %, comparativement à 3,0 % en 2003. Le facteur le plus important de cette croissance a été l'investissement des entreprises, comme l'attestent une hausse des stocks dans les entreprises et l'augmentation de la vente de biens d'équipement et de logiciels. Les dépenses des consommateurs ont aussi été un facteur, notamment en ce qui a trait à l'amélioration très notable de l'achat de services et de biens non durables.
- En 2004, l'économie américaine a créé 2,2 millions d'emplois, la meilleure croissance du marché de l'emploi depuis 1999. Les ventes au détail ont enregistré la plus forte augmentation annuelle en cinq ans. Le taux de chômage a chuté à 5,5 %, alors qu'il se situait à 6,0 % en 2003.
- Malgré le recul du dollar américain, le déficit de la balance commerciale des États-Unis s'est accru, pour s'établir à 617,7 milliards de dollars américains en 2004, comparativement à 496,5 milliards de dollars américains en 2003. La hausse des cours du pétrole a accru le déficit commercial.
- La Réserve fédérale a haussé son taux directeur à 2,25 % au cours du deuxième semestre de 2004, dans l'espoir de favoriser un taux d'intérêt neutre susceptible de freiner l'inflation sans nuire pour autant à la reprise économique.
- Sur les marchés financiers, l'indice industriel Dow Jones a connu une hausse de 3,2 %, tandis que l'indice Standard & Poor's 500 a augmenté de 9,0 %, et l'indice composite NASDAQ a connu une progression de 8,6 %. Ces trois indices avoisinaient des niveaux sans précédent depuis plus de trois ans.
- En 2004, la croissance des coûts unitaires en main-d'oeuvre des entreprises non agricoles est demeurée faible, alors que la productivité s'est accrue, comparativement à 2003. Le marché de l'habitation aux États-Unis est demeuré vigoureux, aidé par les taux hypothécaires faibles. L'enquête sur les fabricants de l'Institute for Supply Management a établi que l'activité économique de ce secteur a crû en 2004, à l'instar de l'ensemble de l'économie.
- La hausse des prix de l'énergie a engendré une légère croissance de l'inflation en 2004, les résidents des États-Unis payant 2,2 % de plus pour leurs biens et services, suite à une hausse de 2,1 % en 2003.

Meilleure conjoncture économique dans la zone euro

- L'économie dans la zone euro a rebondi en 2004, celle-ci ayant enregistré un taux de croissance évalué à 2,0 %, soit le plus fort taux de croissance annuel en quatre ans. Alimentée par les exportations, l'économie allemande, la plus importante de la zone, a enregistré un taux de croissance modéré après une contraction en 2003. L'économie de la France a été robuste, favorisée entre autres par de fortes dépenses à la consommation.
- Un taux de création d'emploi minimal allié à un fort taux de chômage ont eu un effet contraignant sur le revenu des ménages et la confiance des consommateurs. En 2004, les dépenses réelles en consommation du secteur privé ont augmenté de 1,3 %. La confiance des consommateurs est demeurée sous sa moyenne à long terme malgré son amélioration en 2004 par rapport à 2003.
- Malgré l'appréciation soutenue de l'euro par rapport au dollar américain, les exportations globales ont été dynamiques et ont propulsé la croissance économique de la zone euro en 2004. Le surplus commercial a atteint un sommet inégalé, mais le recul des exportations et des importations observé en fin d'année reflète la fragilité de la performance économique de la zone.
- La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu les taux d'intérêt au même niveau en 2004 même si l'apparition de pressions inflationnistes plus fortes l'a forcée à considérer une majoration de son taux directeur au-delà du faible taux historique de 2,0 %.

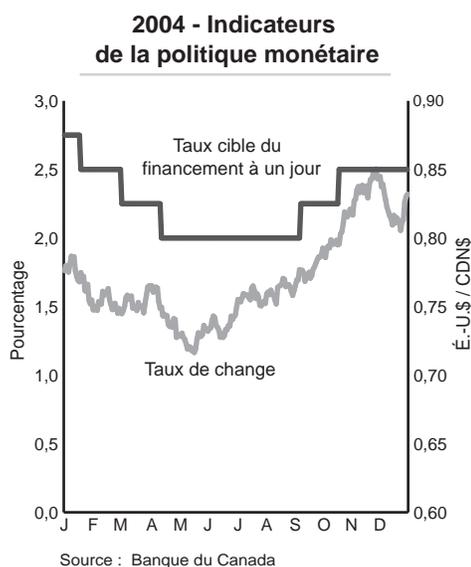
Consolidation de l'économie japonaise

- Malgré trois contractions trimestrielles successives induites par un ralentissement des exportations et de la consommation, l'économie japonaise a néanmoins enregistré un taux de croissance de 2,6 % en 2004, soit le taux le plus fort depuis 1996. La demande domestique accrue a contribué 1,9 % au taux de croissance du PIB réel.
- L'amélioration de la position des entreprises a donné lieu à une amélioration de la situation de l'emploi. Le taux de chômage a reculé, reflétant une augmentation de l'emploi et une population active stable.
- En 2004, la confiance des consommateurs s'est améliorée, favorisée par les perspectives favorables quant à l'état de l'économie japonaise. Après un ralentissement de la croissance dans la deuxième moitié de 2004, la consommation annuelle a enregistré une modeste majoration (d'environ 1,5 %), favorisée entre autres par des ventes plus fortes de biens durables.
- Le yen s'est apprécié d'environ 7,3 % par rapport au dollar américain en 2004. Le taux d'escompte officiel de la Banque du Japon est demeuré inchangé par rapport au taux de septembre 2001, soit 0,1 %.

Poursuite de la forte croissance de l'économie mondiale

- Pour l'année 2005, la croissance de l'économie mondiale dépendra dans une très large mesure de la performance de l'économie américaine, qui devrait poursuivre sa croissance à un rythme soutenu. Le Fond monétaire international prédit une croissance de l'économie mondiale de 4,3 % en 2005. Aux États-Unis, la croissance économique devrait se chiffrer à 3,5 %, comparativement à 2,2 % dans la zone euro et à 2,3 % au Japon.

Politique monétaire mitigée



- Pour maintenir le rendement de l'économie canadienne à proximité de son plein potentiel et l'inflation près de la cible, la Banque du Canada a abaissé son taux cible du financement à un jour de 25 points de référence en mars et avril 2004 pour qu'il atteigne 2,0 %.
- Craignant au départ que la forte croissance de l'économie canadienne créerait des pressions inflationnistes, la Banque du Canada a augmenté son taux directeur en septembre et octobre pour le faire passer à 2,5 %. Par contre, à la date d'établissement du 7 décembre, la Banque a laissé inchangé le taux cible du financement à un jour, puisque plusieurs signes semblaient indiquer que la hausse de la valeur du dollar canadien nuisait à l'économie.
- Préoccupée par la hausse du dollar et son effet négatif sur la demande agrégée des biens et services canadiens, la Banque du Canada devrait maintenir au niveau actuel ses taux d'intérêt jusqu'au deuxième semestre de 2005. L'inflation mesurée par l'indice de référence devrait se situer dans la fourchette cible de la Banque du Canada, soit entre 1 % et 3 % pour les années 2004 et 2005.
- À la fin de 2004, le dollar canadien valait 83,19 cents américains, soit une hausse de 7,7 % par rapport à la devise américaine. Au cours de l'année 2004, aucune devise étrangère importante n'a fléchi par rapport au dollar américain; l'euro a enregistré une hausse de 10,0 %, alors que le yen japonais subissait une majoration de 7,3 % et la livre anglaise, une appréciation de 12,2 %.
- Depuis juin 2004, la Réserve fédérale américaine a augmenté successivement son taux directeur à six reprises, qui est passé à 2,5 % au 2 février 2005, à partir d'un taux de 1,0 %, le plus bas en 45 ans. Il est prévu que la Réserve continuera d'augmenter le taux des fonds fédéraux en 2005. Un resserrement plus énergique de la politique monétaire entraînera au bout du compte la baisse du dollar canadien pendant le deuxième semestre de 2005.
- La Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne devraient maintenir leurs taux d'intérêt, dans l'espoir de stimuler la croissance et d'exercer un certain contrôle sur leurs devises respectives présentement surévaluées.

Indicateurs économiques du Canada Taux de croissance de 2003 à 2005¹

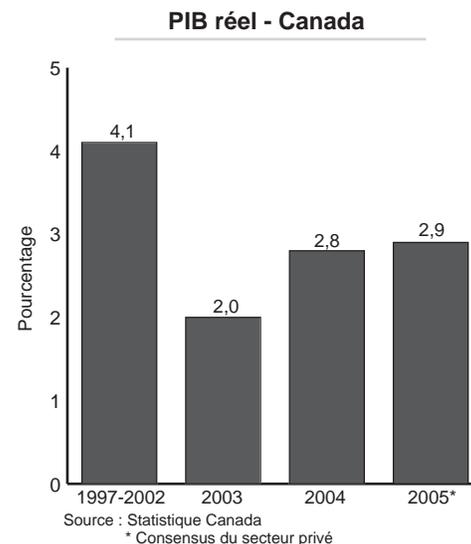
	2003	2004	2005 ¹
	(écart en pourcentage, à moins d'indication contraire)		
Produit intérieur brut (PIB)	5,3	6,1	4,7
PIB (réel)	2,0	2,8	2,9
Emploi	2,3	1,8	1,4
Taux de chômage (%)	7,6	7,2	7,1
IPC	2,8	1,9	1,9

¹ Prévisions – Consensus du secteur privé

L'économie canadienne

Reprise de la croissance du PIB en 2004

- L'économie canadienne a connu une forte reprise suite au ralentissement observé en 2003, faisant fi de la forte hausse du dollar canadien en 2004, et profitant pleinement des cours du pétrole élevés. Le PIB réel a crû de 2,8 % en 2004, soit une accélération par rapport au taux de croissance de 2,0 % enregistré l'année précédente.
- Après une croissance graduelle au début de l'année, la croissance de l'emploi s'est accélérée au cours du deuxième trimestre de 2004 et au cours des quatre derniers mois de l'année. Dans l'ensemble, l'emploi a crû de 1,8 % (+284 600), soit un peu moins que l'année précédente. La proportion des personnes ayant un emploi parmi la population en âge de travailler était marginalement à la hausse, atteignant 62,7 %, comparativement à 62,4 % en 2003, alors que le taux de chômage a atteint en moyenne 7,2 %, en baisse par rapport à 2003, alors qu'il se situait à 7,6 %.
- L'appréciation soutenue du dollar canadien a eu un effet négatif sur les exportations, la production et la création d'emplois dans le secteur manufacturier. Le taux de change élevé et les prix à la hausse de l'énergie et d'autres produits de base ont fait en sorte que les facteurs de stimulation de l'économie se sont déplacés du centre du Canada vers l'ouest du pays, l'Alberta et la Colombie-Britannique ayant enregistré le meilleur rendement.
- Les ventes au détail ont enregistré une hausse de 5,0 % en 2004, comparativement à 3,8 % en 2003. La vente de véhicules a atteint son niveau le plus bas depuis 1999, causée en partie par le prix élevé de l'essence et des assurances, et par la résistance des consommateurs aux rabais et aux autres incitatifs.
- Le marché de l'habitation a continué de s'affermir en 2004. L'expansion du marché du travail et les faibles taux hypothécaires ont eu un effet positif sur les mises en chantier, qui ont atteint leur plus haut niveau en 17 ans, soit une augmentation appréciée de 6,9 % par rapport à 2003.
- Sur les marchés financiers, l'indice composé de la Bourse de Toronto et de Standard & Poor's a progressé de 12,5 % en 2004, favorisé par un sursaut dans les prix des ressources naturelles et par des rendements dynamiques dans les secteurs clés des services financiers et des technologies de l'information. La performance de l'indice canadien a surpassé les principaux indices correspondants aux États-Unis.
- Les remous de l'an dernier ont persisté un peu en 2004, la frontière américaine demeurant fermée aux exportations de bétail vivant, ce qui a entraîné des pertes d'environ 5 milliards de dollars dans ce secteur. Par ailleurs, le litige qui persiste entre le Canada et les États-Unis au chapitre du bois d'œuvre continue de menacer ce secteur.
- Les échanges commerciaux du Canada se sont maintenus pendant le premier semestre de 2004, mais ont connu un ralentissement au cours du troisième trimestre, au moment où la devise canadienne a franchi le seuil de 80 cents américains. Les mesures d'ajustement à la valeur élevée du dollar canadien auront des incidences négatives sur la croissance en 2005, une tendance qui persistera en 2006, même si les effets de cette hausse de la valeur de notre devise devraient être moindres l'an prochain.



Croissance du PIB plus forte en 2005

- En 2005, l'économie canadienne devrait enregistrer une croissance marginalement plus forte, principalement en raison d'investissements massifs des entreprises dans les machines et les biens d'équipement. Une hausse modérée des dépenses à la consommation et une augmentation dynamique des dépenses gouvernementales devraient aussi contribuer à ce rendement amélioré.
- En 2005, la création d'emplois devrait être moins soutenue qu'en 2004, tandis que le taux de chômage devrait fléchir légèrement. Un revenu personnel en hausse, allié aux taux d'intérêt qui demeurent bas continueront à influencer positivement sur les dépenses à la consommation pendant toute l'année 2005.
- Le dollar canadien devrait demeurer au-dessus du seuil de 80 cents américains en 2005, compte tenu de la faiblesse du dollar américain et des prix élevés des produits de base. La valeur élevée du dollar canadien continuera d'exercer un effet négatif sur les échanges commerciaux et sur la croissance.
- Les prévisionnistes du secteur privé prédisent que le Canada devrait connaître une croissance moyenne se situant à 2,9 % en 2005. L'Alberta, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan devraient être les provinces les plus performantes. Cependant, le cas récent d'ESB signalé en Alberta et l'interdiction américaine qui persiste à l'égard du bœuf canadien pourraient avoir un effet négatif.

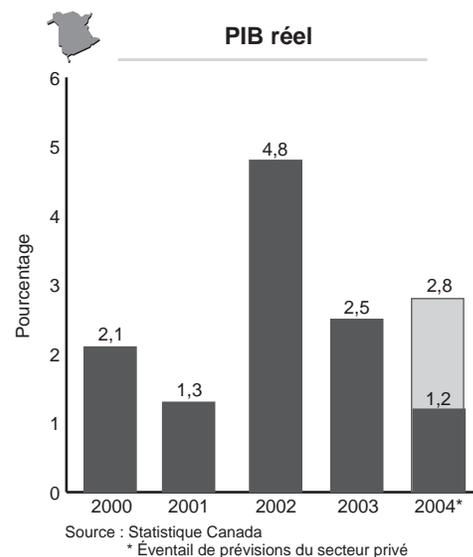
Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick					
Taux de croissance de 2001 à 2005					
	2001	2002	2003	2004	2005 ¹
(écart en pourcentage, à moins d'indication contraire)					
Comptes économiques					
Produit intérieur brut (PIB)	3,0	2,3	6,1	4,0	3,3
Dépenses personnelles	2,6	4,9	3,9	3,0	3,4
Dépenses publiques courantes	2,8	5,3	7,2	3,4	3,8
Formation de capital	-14,5	3,4	13,1	12,1	7,5
PIB (réel)	1,3	4,8	2,5	2,5	2,1
Revenus					
Revenu personnel	2,4	2,2	3,0	2,6	3,3
Revenu du travail	0,5	4,2	4,5	1,8	3,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	3,1	-0,8	10,5	14,9	0,1
Population et marché du travail					
Population totale ²	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Population active	1,0	2,7	0,3	1,4	0,9
Emploi	-0,2	3,7	0,3	1,9	0,7
Taux de chômage (%)	11,1	10,2	10,3	9,8	10,0
Taux d'activité (%)	62,0	63,4	63,3	63,9	64,2
Autre					
IPC	1,7	3,4	3,4	1,5	1,2

¹ Prévisions – Finances N.-B.
² Au 1^{er} juillet

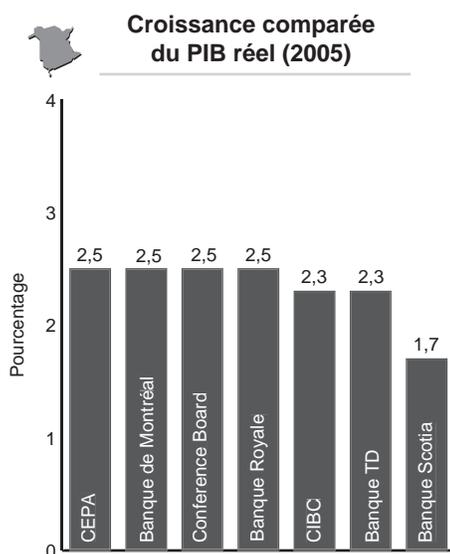
L'économie du Nouveau-Brunswick

Croissance du PIB semblable en 2004

- Un certain nombre de facteurs semblent indiquer que l'économie du Nouveau-Brunswick a connu un bon rendement en 2004. La création d'emplois a été plus forte que ce qui était prévue l'année dernière, la province ayant ajouté 6 600 nouveaux emplois, soit une hausse de 1,9 %. Une bonne partie de ces emplois ont été créés dans les secteurs de la santé et de l'éducation, où 5 700 emplois ont été créés. Le taux de chômage moyen a fléchi à 9,8 %.
- En 2004, les investissements ont encore été un des principaux moteurs de la croissance économique, notamment en raison des dépenses en immobilisations accrues des gouvernements, et des investissements dans les secteurs résidentiel et commercial non résidentiel. La hausse de l'investissement dans le secteur résidentiel s'explique par les dépenses plus fortes en rénovations, qui ont augmenté de plus de 24 %, ce qui a plus que compensé le ralentissement observé dans la construction de nouveaux logements. Pour ce qui est des entreprises non résidentielles, la hausse de l'investissement a surtout été attribuable au secteur des services publics, ainsi qu'à une contribution appréciable des secteurs de la fabrication et des finances et des assurances. Les immobilisations ont atteint 4,3 milliards de dollars en 2004, soit le plus haut niveau jamais observé.
- Une demande mondiale forte pour les produits de base qui revêtent une grande importance pour l'économie provinciale a entraîné des prix en devise américaine plus élevés, ce qui a accordé un certain répit aux exportateurs vers l'étranger qui doivent composer avec un dollar canadien à la hausse. En 2004, les prix du bois d'œuvre, de la pâte, du papier journal, des métaux et de l'énergie ont connu une hausse.
- Les exportations à l'étranger de produits de base ont augmenté de 10,8 % en 2004. Des augmentations ont été enregistrées dans divers secteurs. La croissance a été particulièrement soutenue dans les produits pétroliers raffinés, les produits du bois, la machinerie et l'équipement, les biens industriels et les biens de consommation.
- Le revenu du travail a crû de 1,8 % en 2004, soit une croissance plus modérée par rapport aux dernières années, tandis que le revenu personnel a augmenté d'environ 2,6 %. Ces résultats se sont manifestés dans les ventes au détail, qui ont augmenté de 2,1 % pour l'année. Les ventes au détail ont par ailleurs subi le contre-coup d'une chute des ventes de véhicules à moteur, la quatrième baisse observée au cours des cinq dernières années.
- À la lumière de cette conjoncture, le ministère des Finances estime que le PIB réel de la province a augmenté de 2,5 % en 2004. Les prévisionnistes du secteur privé estiment pour leur part que le taux de croissance de l'économie s'est situé entre 1,2 % et 2,8 %, s'établissant en moyenne à 2,3 % pour l'année.



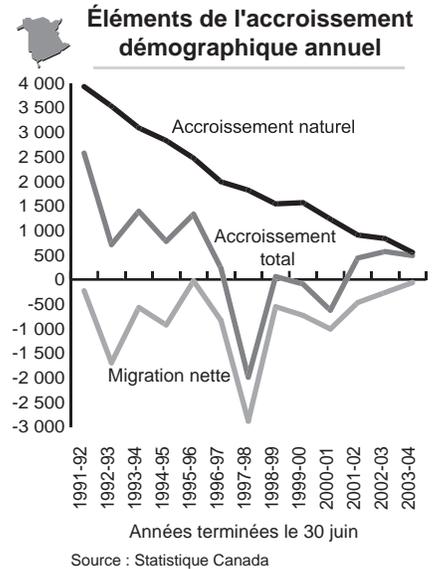
Croissance plus modérée du PIB en 2005



- En 2005, la croissance économique devrait être plus modérée que l'an dernier, alors que les demandes domestique et extérieure devraient toutes deux fléchir quelque peu. La demande mondiale plus faible et la valeur élevée du dollar canadien exerceront une pression accrue sur le secteur manufacturier de la province, surtout chez les exportateurs qui envoient leurs produits vers des marchés étrangers. Le prix de la plupart des produits de base devrait connaître un recul, alors que les prix de la pâte, du papier, du bois d'œuvre et de l'énergie risquent de perdre une partie des gains réalisés en 2004. La demande domestique devrait se maintenir, favorisée en cela par des investissements accrus dans les secteurs des entreprises et du gouvernement.
- Les investissements non résidentiels des entreprises devraient connaître une bonne croissance en 2005, notamment en raison du début possible des travaux de construction du terminal de gaz naturel liquéfié de la société Irving à Saint John et de l'investissement accru dans les industries de fabrication et du transport. Ces développements positifs auront comme effet de contrebalancer le ralentissement escompté en raison de la fin du projet de Coleson Cove. Les investissements plus importants du gouvernement provincial en 2005 contribueront aussi à l'augmentation générale des immobilisations.
- Dans le secteur résidentiel, le nombre de mises en chantier devrait diminuer. Le marché de la revente d'habitations et les activités de rénovation devraient tous deux demeurer fort grâce à de faibles taux d'intérêt. Cependant, le taux de croissance dans chacun devrait ralentir. En conséquence, l'investissement résidentiel ne connaîtra qu'une faible hausse.
- La fermeture de l'usine de pâte Parsons & Whittemore à Nackawic et de l'unité de production de pâte à l'usine de papier UPM-Kymmene de Miramichi auront un effet négatif sur l'économie provinciale en 2005; l'industrie de fabrication de papier et les secteurs étroitement associés de l'exploitation forestière et du transport seront les plus touchés.
- En 2005, il devrait y avoir une progression dans la création d'emplois, mais elle sera sans doute moins soutenue qu'en 2004. Le taux de chômage devrait demeurer essentiellement le même que celui de l'année précédente. Il s'ensuit que le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de 2,1 % pour 2005, tandis que les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que l'économie de la province connaisse un taux de croissance se situant entre 1,7 % et 2,5 %, le taux moyen s'établissant à 2,3 %.

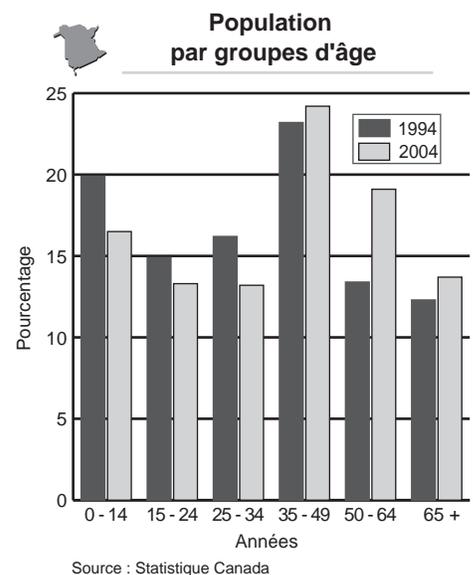
Peu de changement dans la population

- Pour la troisième année de suite, la population néo-brunswickoise a enregistré une faible croissance. Au 1^{er} juillet 2004, la population provinciale s'établissait à environ 751 384 personnes, soit une hausse de 0,1 % comparativement au 1^{er} juillet 2003. Ce taux de croissance démographique était bien en deçà du taux de croissance canadien, qui était de 0,9 % pour la même période.
- Entre le 1^{er} juillet 2003 et le 30 juin 2004, on estime que la population du Nouveau-Brunswick a augmenté de 488 personnes. La migration interprovinciale au cours de l'année indique que le nombre de gens qui ont quitté le Nouveau-Brunswick pour aller s'établir ailleurs au Canada a excédé de 691 le nombre de personnes du reste du Canada qui sont venues s'établir dans la province. Ceci représente une amélioration par rapport au résultat estimé de l'année précédente (-843).
- Compte tenu de l'immigration accrue cette année par rapport à l'an dernier, et du nombre net de résidents non permanents dans la province qui demeure important, la migration internationale nette s'est accrue pour une neuvième année de suite (+628).
- Un accroissement soudain du nombre de décès dans la province (qui a augmenté de 204 par rapport à l'an dernier) et une diminution de 79 naissances ont entraîné un taux de croissance naturel qui s'est situé au niveau le plus bas jamais enregistré (+551). Le nombre de naissances a chuté pour s'établir à 6 927, tandis que le nombre de décès a atteint 6 376.
- La population du Nouveau-Brunswick devrait peu changer en 2005.

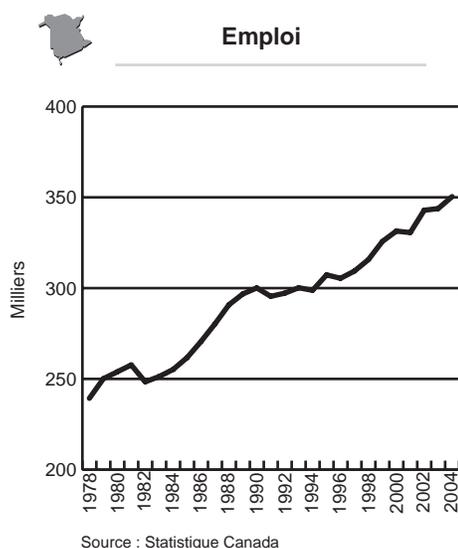


Vieillesse de la population

- La population du Nouveau-Brunswick continue de vieillir. L'âge médian a atteint 39,8 ans en 2004, soit 1,5 an de plus que la moyenne nationale, laquelle se situe à 38,3 ans. Les femmes étaient plus nombreuses et devançaient quelque peu les hommes pour ce qui est de leur proportion de la population totale (50,6 %, comparativement à 49,4 %).
- La partie de la population composée des groupes d'âge plus jeunes a continué de décliner, passant à 16,5 % pour les enfants de 0 à 14 ans et à 13,3 % pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans. La proportion des jeunes adultes âgés de 25 à 34 ans a aussi quelque peu diminué, pour s'établir à 13,2 %.
- En raison de l'apport des plus jeunes cohortes de baby boomers (les baby boomers désignent les personnes nées entre 1947 et 1966), les personnes âgées de 35 à 49 ans composent le groupe le plus important de la population. Même si l'augmentation de ce groupe d'âge a quelque peu ralenti au cours des dernières années, ces personnes forment toujours près du quart de la population provinciale (24,2 %).
- La génération du baby boom vieillit également. Les cohortes plus âgées des baby boomers entament maintenant la deuxième moitié de la cinquantaine et composent une bonne partie du groupe des 50 à 64 ans. Ce groupe a haussé à 19,1 % sa part de la population en 2004.
- Le groupe d'âge de 65 ans et plus comprenait plus de 100 000 personnes en 2004, soit 13,7 % de la population du Nouveau-Brunswick. Tout près de 75 000 personnes se composaient de jeunes personnes âgées (65 à 79 ans), soit 9,9 % de la population totale, tandis que leurs aînés (80 ans et plus) comprenaient presque 29 000 personnes, c'est-à-dire 3,8 % de la population provinciale.

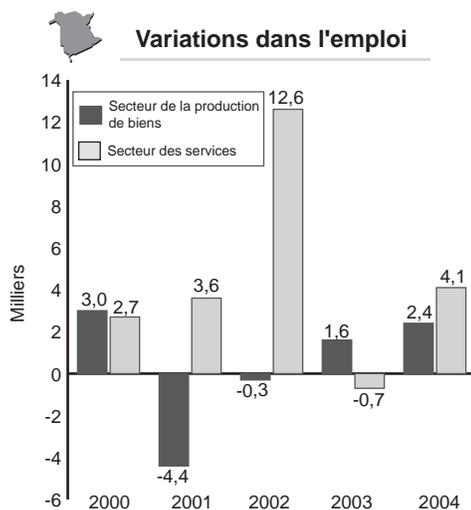


Niveau record du nombre d'emplois



- Après un rendement modeste l'année précédente, le nombre d'emplois au Nouveau-Brunswick a fait un bond pour atteindre le sommet inégalé de 350 400 emplois en 2004. Dans l'ensemble, les emplois créés ont totalisé 6 600 (+1,9 %) pour l'année, une amélioration nette par rapport à l'augmentation de 0,3 % en 2003. Au niveau national, la croissance de l'emploi a connu un ralentissement pour s'établir à 1,8 %, un fléchissement par rapport à la hausse enregistrée de 2,3 % de l'année précédente.
- En 2004, la proportion de la population du Nouveau-Brunswick en âge de travailler et qui avait un emploi a augmenté pour atteindre le niveau record de 57,7 %. L'emploi a augmenté à la fois chez les hommes et les femmes (en hausse de 1,4 % et 2,5 % respectivement), l'emploi chez les femmes affichant la plus forte croissance. Les emplois à temps plein, qui composent 84 % du total provincial, ont enregistré une progression globale de 4 500 emplois (+1,6 %), soit trois fois plus que le taux de croissance affiché l'année précédente. Le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 2 100 (+3,9 %).
- Deux des principaux groupes d'âge ont connu une augmentation du nombre d'emplois comparativement à 2003. Le nombre d'emplois occupés par les jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans et les adultes plus matures âgés de 45 à 64 ans a augmenté de 1 700 et de 7 100 respectivement pour ces deux groupes. Bien que les personnes âgées de 15 à 19 ans ont subi des pertes d'emploi en 2004, il s'agissait entièrement d'emplois à temps partiel. Par ailleurs, les personnes âgées de 25 à 44 ans ont perdu des emplois à temps plein.
- Le taux de participation du Nouveau-Brunswick, qui correspond à la part de la population en âge de travailler qui participe au marché du travail, a atteint un sommet inégalé de 63,9 %, soit une progression par rapport au taux moyen de l'an dernier, de 63,3 %. Un taux de participation record a aussi été atteint au niveau national, s'établissant au niveau sans précédent de 67,6 %.
- La croissance de l'emploi devrait connaître un ralentissement en 2005.

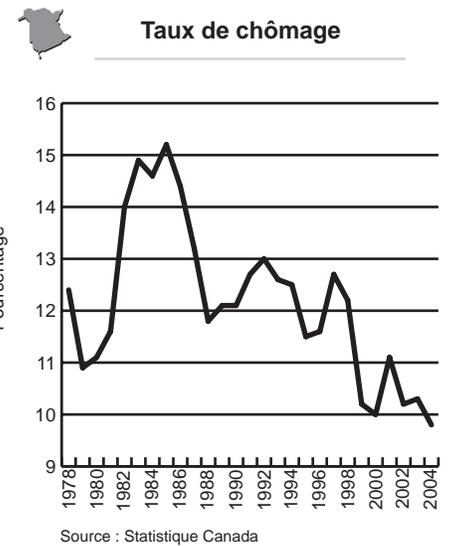
Le secteur des services reprend de la vigueur



- La majorité des nouveaux emplois créés au Nouveau-Brunswick en 2004 étaient dans le secteur des services, lequel a repris de la vigueur après les pertes enregistrées au cours de l'année précédente. En effet, 4 100 emplois ont été créés dans ce secteur en 2004. La croissance de l'emploi dans le secteur de la production de biens est demeurée dynamique avec des gains de 2 400 emplois.
- La création d'emplois s'est manifestée dans sept des 11 secteurs des services. Les soins de santé et l'assistance sociale et les services d'enseignement ont fourni le gros de la création d'emplois, où 3 000 et 2 700 emplois ont été créés respectivement. Le secteur du transport et de l'entreposage ont contribué 1 300 nouveaux emplois. Une augmentation du nombre d'emplois a aussi été observée dans les secteurs des autres services (+700), du commerce (+300), des services professionnels, scientifiques et techniques (+200) ainsi que dans les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (+100). Le secteur de l'administration publique et celui des finances, assurances, immobilier et location ont chacun subi une perte de 1 200 emplois. Des pertes ont aussi été relevées dans le secteur de l'information, culture et loisirs (-900) ainsi que dans les services d'hébergement et de restauration (-600).
- L'industrie de la fabrication a été le principal facteur de croissance de l'emploi parmi les cinq secteurs de la production de biens. Elle est responsable de trois quarts des emplois créés (+1 800) dans ces secteurs. L'agriculture (+1 000) et les ressources naturelles (+400) ont aussi contribué à la création d'emplois. La situation de l'emploi dans la construction est demeurée stable, alors que les services publics ont enregistré une perte de 800.
- En 2004, le secteur des services employait 268 000 personnes, tandis que 82 300 personnes occupaient un emploi dans des entreprises de la production de biens.

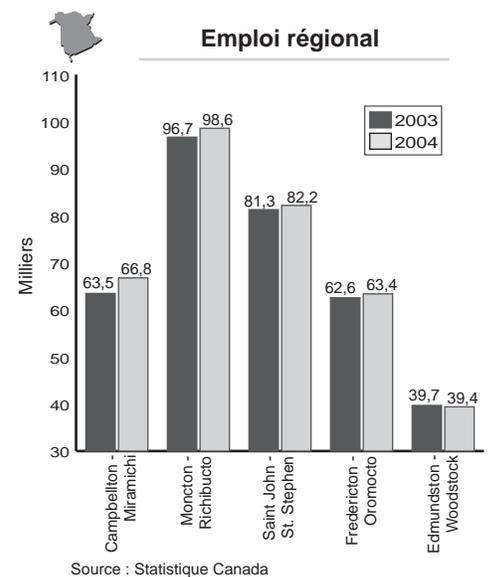
Le taux de chômage passe sous 10 %

- La croissance de l'emploi ayant dépassée celle de la population active, le taux de chômage du Nouveau-Brunswick a enregistré un déclin pour s'établir sous le seuil de 10 %, pour se situer à 9,8 % en 2004 comparativement à 10,3 % l'année précédente. Au niveau national, le taux de chômage s'est situé en moyenne à 7,2 %, soit un recul par rapport au taux de 7,6 % observé en 2003.
- Le nombre de personnes sans emploi dans la province était de 37 900, soit 1 400 ou 3,6 % de moins que l'année précédente. Chez les hommes, le nombre de chômeurs a fléchi, pour s'établir à 22 700 (-8,5 %), tandis que le nombre de femmes au chômage a accru pour atteindre 15 300 (+5,5 %). Au niveau national, il y avait 55 000 personnes en chômage de moins qu'en 2003, soit un recul de 4,3 %.
- Depuis plus de vingt ans, le taux de chômage provincial chez les femmes a été constamment plus faible que celui observé chez les hommes. En 2004, le taux de chômage chez les femmes se situait à 8,2 %, soit une légère détérioration par rapport à l'année précédente, mais néanmoins toujours moindre que celui des hommes. Le taux de chômage de 11,2 % chez les hommes en 2004 correspond à une nette amélioration par rapport au taux de 12,3 % enregistré en 2003.
- Les taux de chômage ont connu un recul dans la plupart des groupes d'âge, les jeunes adultes de 20 à 24 ans ayant enregistré le plus fort recul.
- Le taux de chômage ne devrait pas fluctuer substantiellement en 2005.



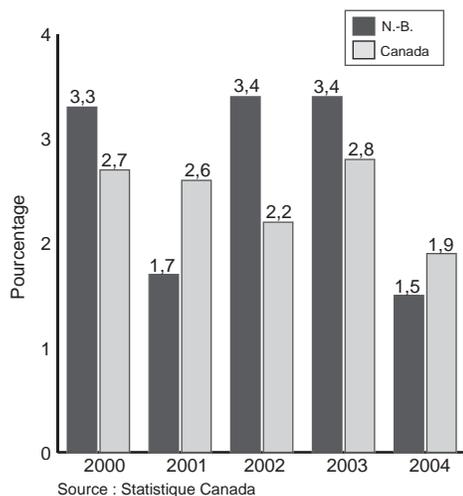
Croissance de l'emploi dans quatre régions sur cinq

- Quatre régions sur cinq de la province ont enregistré une hausse de l'emploi en 2004, laquelle varie entre 800 emplois créés dans la région de Fredericton-Oromocto à 3 300 nouveaux emplois dans la région Campbellton-Miramichi. La région d'Edmundston-Woodstock a été la seule à connaître des pertes d'emplois, avec un recul de 300.
- La région de Campbellton-Miramichi a affiché la plus forte croissance de l'emploi, ce qui a permis de faire reculer le taux de chômage d'un plein point de pourcentage. Cependant, le taux de chômage y est demeuré le plus élevé parmi toutes les régions, se situant à 15,6 %. Les régions de Moncton-Richibucto et de Saint John-St. Stephen ont connu une amélioration de leurs taux respectifs, cette dernière ayant enregistré le recul le plus marqué. Les taux de chômage dans les régions de Fredericton-Oromocto et d'Edmundston-Woodstock se sont détériorés par rapport à l'année précédente, mais ils se situent toujours sous la barre de 9,0 %.
- La participation à la population active a augmenté dans trois des cinq régions. La région affichant le taux de participation le plus faible (Campbellton-Miramichi) a enregistré la plus forte progression, soit une augmentation de 2,6 points de pourcentage, pour s'établir à 57,5 %. Les régions de Saint John-St. Stephen et d'Edmundston-Woodstock ont vu leur taux de participation chuter à 64,0 % et à 63,0 % respectivement.





Indice des prix à la consommation

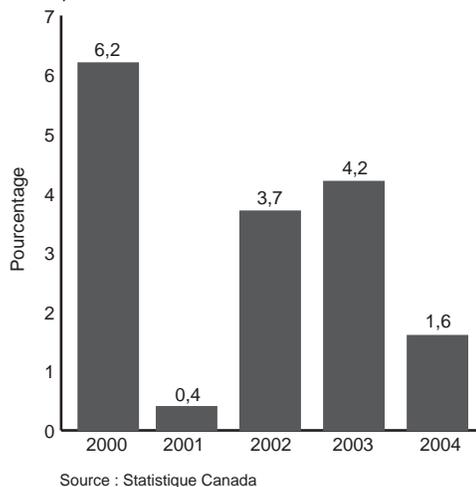


Recul de l'inflation

- L'indice des prix à la consommation (IPC) du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,5 % en 2004, la deuxième plus faible hausse du taux d'inflation parmi les provinces.
- Le taux d'inflation au Nouveau-Brunswick était nettement sous la hausse de 3,4 % enregistrée au cours des deux années précédentes. Il s'agit par ailleurs de la plus faible augmentation annuelle de l'IPC observée depuis 1998. Le taux provincial est tombé sous le taux canadien (qui a affiché une hausse de 1,9 % pour l'année), une première depuis 2001.
- Les prix à la consommation ont augmenté dans six des huit principaux éléments de l'IPC. Quatre éléments ont connu une croissance au-delà de la hausse provinciale. Après avoir connu une hausse des prix supérieure à dix pour cent au cours des trois dernières années, les prix des boissons alcoolisées et des produits du tabac se sont stabilisés, n'enregistrant qu'une augmentation de 2,3 %. Ces derniers, de concert avec les coûts d'hébergement (+2,3 %), ont été les principaux facteurs à exercer une pression à la hausse sur l'indice. Le prix des aliments (+2,2 %) et les coûts de transport (+1,7 %) ont aussi contribué à la progression de l'indice. Des prix à la baisse ont été observés pour les vêtements et les chaussures (-0,9 %), où un mouvement de recul a été enregistré pour la troisième année consécutive, et pour les dépenses et équipement du ménage (-0,1 %).
- En 2005, la hausse de l'IPC au Nouveau-Brunswick devrait s'approcher du taux de 2004.



Salaires et traitements

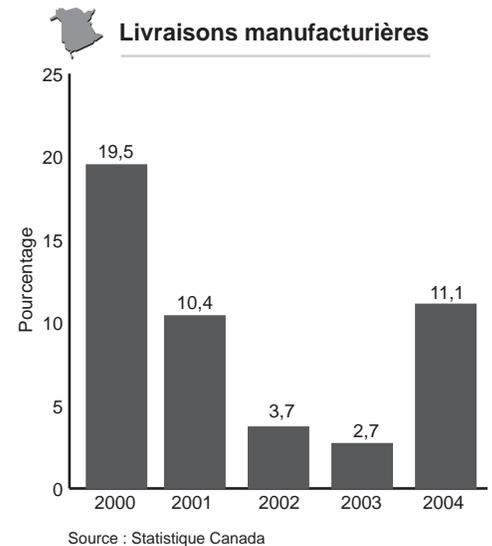


Progression moindre des salaires et traitements

- En 2004, les salaires et traitements ont augmenté de 1,6 % au Nouveau-Brunswick comparativement à 2003. La progression dans l'ensemble du pays était de 3,9 %.
- La progression était plus marquée dans le secteur des services (+2,0 %) que dans le secteur de la production des biens (+0,8 %) au Nouveau-Brunswick.
- Dans 12 des 15 principales catégories industrielles, une progression des salaires et traitements a été enregistrée dont des gains de plus de 5 % dans la construction (+5,8 %), les services publics (+5,5 %), les finances, les services immobiliers et la gestion d'entreprises (+5,2 %) et l'extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (+5,2 %). Un recul a été relevé dans les secteurs de l'information et de la culture (-5,7 %), de la fabrication (-2,7 %) et de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse (-1,4 %).
- Plus de 60 % des salaires et traitements relèvent des catégories de services professionnels et personnels (14,0 %), du commerce (12,5 %), de la fabrication (11,9 %), de l'administration publique (11,4 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (11,2 %).
- En 2004, la rémunération hebdomadaire moyenne variait entre 276,80 \$ dans les services d'hébergement et de restauration, 460,54 \$ dans le commerce au détail, 610,75 \$ dans les soins de santé et l'assistance sociale, 729,43 \$ dans la fabrication, et 839,12 \$, pour les services professionnels, scientifiques et techniques. Dans l'ensemble, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 3,0 %, pour atteindre 643,26 \$, ce qui correspond à presque 92 % de la moyenne nationale de 700,88 \$.

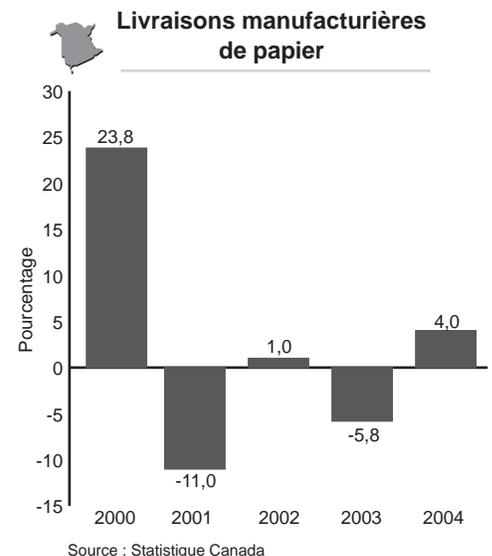
Bond des livraisons manufacturières

- La valeur des livraisons manufacturières du Nouveau-Brunswick a atteint 14,3 milliards de dollars en 2004, soit une hausse de 11,1 % par rapport à 2003 et une progression nettement supérieure à celle de 8,4 % enregistrée au niveau national. Ce résultat provincial a reflété des livraisons plus importantes des secteurs de la fabrication du bois, du papier et des aliments, parallèlement à un bond des livraisons de la constituante résiduaire¹.
- En moyenne, le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication se situait à 41 700 en 2004, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à 2003. Un nombre d'emplois plus élevé a été observé dans les domaines des produits pétroliers et du charbon, des meubles, du papier et de la première transformation des métaux; un nombre moindre d'emplois a été relevé dans les métaux ouvrés, l'alimentation et l'imprimerie. Le secteur de la fabrication représente plus de 15 % du PIB provincial.
- Toutes les industries de produits en bois ont déclaré une hausse des livraisons en 2004. Les industries du papier ont eu des résultats mitigés. Les livraisons des usines de pâte et des usines de carton ont augmenté, alors que les livraisons des usines de papier et des usines de produits en papier transformé ont diminué.
- L'entreprise Connors Bros. de Blacks Harbour est devenue la plus grande entreprise de produits de la mer de marque en Amérique du Nord, grâce à un accord de fusion de 385 millions de dollars américains conclu avec Bumble Bee Holdings de San Diego, les propriétaires de la marque de thon en conserve Clover Leaf.



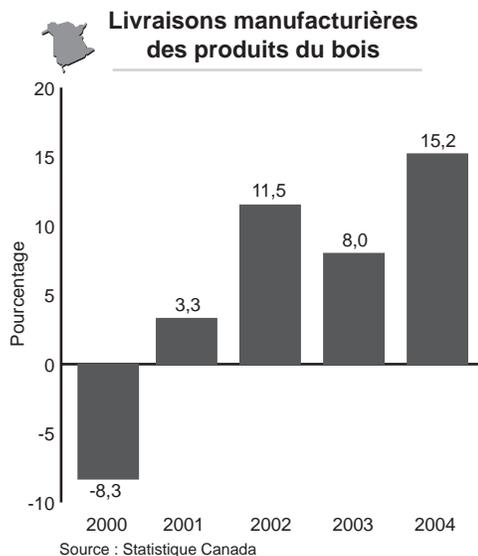
Résultats mitigés dans les produits du papier

- En 2004, les livraisons manufacturières de produits du papier et de produits connexes ont atteint une valeur de 2 167,5 millions de dollars, soit une hausse de 4,0 % par rapport à 2003. Les usines de pâte (+3,7 %) et les usines de carton (+38,9 %) ont enregistré une augmentation des livraisons pendant cette période, tandis que les usines de papier (-2,5 %) et les usines de produits en papier transformé (-8,6 %) ont vu leurs livraisons diminuer.
- En 2004, le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication du papier a augmenté de 400 emplois, pour atteindre 6 100 travailleurs. Cette industrie représente environ de 4 % du PIB provincial.
- En septembre, l'usine de pâte Parsons & Whittemore St. Anne-Nackawic a été placée en règlement judiciaire, ce qui s'est traduit par la mise à pied des 400 employés de l'usine. L'usine de production de papier UPM-Kymmene de Miramichi a fermé les portes de son unité de production de pâte en décembre, ce qui a touché environ 400 autres travailleurs. La compagnie a décidé d'acheter la pâte plutôt que de la produire. En novembre, l'entreprise Nexfor Fraser Papers a annoncé 42 mises à pied à son usine de pâte d'Edmundston et 36 autres licenciements dans son usine de papier de Madawaska, au Maine.
- La situation du marché nord-américain a continué de s'améliorer en 2004, alors que le cours du papier journal en dollars américains a augmenté d'environ 9 % et le prix de la pâte a enregistré une hausse plus marquée de 16 % (Source : Bank of Montreal Commodity Price Report). L'appréciation du dollar canadien a toutefois atténué quelque peu les gains ainsi réalisés.



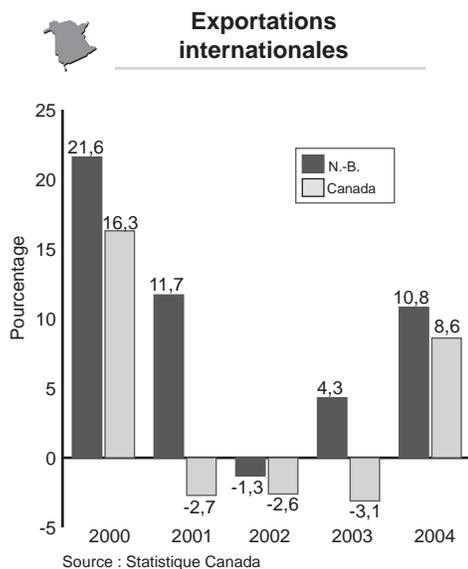
¹ La constituante résiduaire comprend diverses petites usines ainsi que de grandes entreprises comme la raffinerie d'Irving Oil et Brunswick Mining and Smelting.

Secteur des produits du bois toujours dynamique



- Les livraisons manufacturières de produits du bois ont totalisé 1 940,3 millions de dollars en 2004, soit une augmentation de 15,2 % par rapport à 2003. La production de bois de sciage a augmenté de 6,5 %, comparativement à 2003, pour atteindre 4,0 millions de mètres cubes.
- L'industrie des produits du bois contribue environ 3 % au PIB du Nouveau-Brunswick; l'industrie de l'exploitation forestière et activités connexes forment un peu plus de 2 %. L'emploi a diminué dans ces deux industries pour atteindre 7 500 employés et 5 600 employés respectivement en 2004.
- Les prix du bois d'œuvre (en dollars américains) pour les panneaux de structure et les éléments de charpente ont enregistré une hausse très marquée en 2004, en raison de la forte demande issue de la construction résidentielle et des dépenses en rénovations et en remodelage. Les mises en chantier ont augmenté de 6,9 % au Canada et de 5,7 % aux États-Unis.
- Le Canada poursuit sa démarche à deux volets dans le litige sur le bois d'œuvre : contestation devant les tribunaux et négociation. Les représentations canadiennes se poursuivent devant les instances de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les comités d'arbitrage de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). En décembre, le Department of Commerce américain a abaissé ses droits anti-dumping pour les fixer à environ 3,7 %. En même temps, les droits compensatoires, dont les exportateurs de bois d'œuvre du Canada atlantique sont exonérés, sont passés à 17,2 %. En novembre, les États-Unis ont demandé la création d'un comité pour contestation extraordinaire pour examiner les décisions du comité d'arbitrage dans le dossier des torts présenté à l'ALÉNA. Pour ce qui est des négociations, le Canada et les États-Unis continuent de se rencontrer sporadiquement pour tenter de trouver un terrain d'entente et un compromis mutuellement acceptable afin de régler le litige.

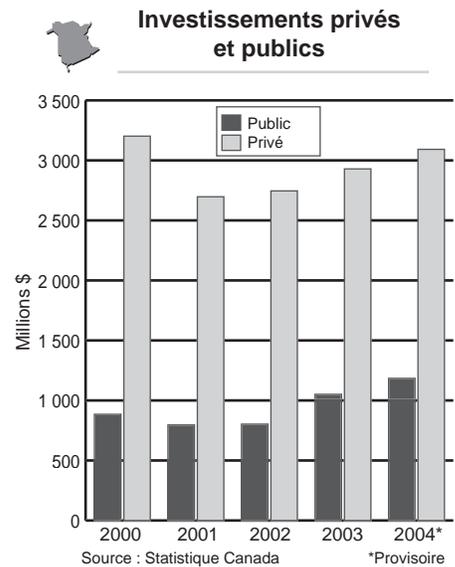
Croissance robuste des exportations



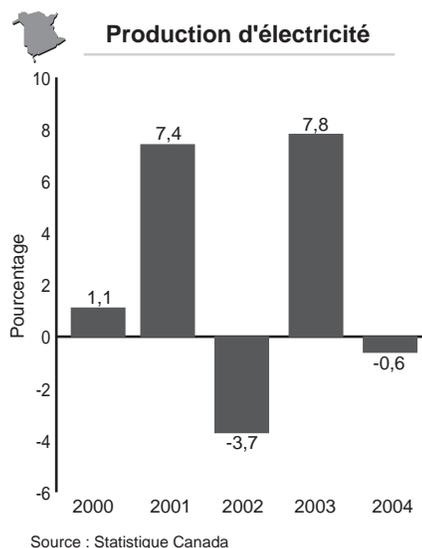
- En 2004, la valeur des exportations à l'étranger des biens produits au Nouveau-Brunswick a augmenté de 10,8 %. Exception faite des produits de l'agriculture et de la pêche, une forte croissance des exportations a été observée pour tous les autres groupes de produits.
- Une partie de cette croissance générale des exportations peut s'expliquer par le cours élevé des prix des produits pétroliers raffinés, les exportations d'énergie ayant augmenté de 15,4 %. Les exportations plus élevées des produits forestiers (+8,2 %) s'expliquent par les exportations accrues de produits du bois (+29,4 %), alors que les exportations de pâte et de produits de papier ont tous deux diminué. Les hausses des exportations de biens industriels, de machines et d'équipement, et de biens de consommation ont aussi contribué à cette progression généralisée des exportations.
- Les exportations plus faibles des produits de l'agriculture et de la pêche découlent du ralentissement de certains produits, en particulier la pomme de terre (-24,3 %), le porc (-83,2 %) et le homard (-6,1 %). Par ailleurs, il y a eu une très nette progression des exportations à l'étranger de crevettes (+21,2 %), du saumon (+9,4 %) et du crabe (+43,4 %).
- Les produits énergétiques (47,4 %), les produits forestiers (23,3 %) et les produits agricoles et de la pêche (13,6 %) composent plus de 84 % des exportations du Nouveau-Brunswick vers l'étranger.
- Près de 90 % des exportations de la province vers l'étranger sont destinées aux États-Unis. Viennent ensuite, en ordre d'importance, le Japon et la Belgique, ces deux marchés accaparant respectivement 1,4 % et 0,9 % du total des exportations.

Les immobilisations atteignent un sommet inégalé

- En 2004, les immobilisations au Nouveau-Brunswick ont atteint 4,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,4 % par rapport à 2003 et un niveau sans précédent.
- Les augmentations proviennent des secteurs public et privé. Les immobilisations du secteur privé comptent pour plus de 72 % des dépenses totales, et elles ont augmenté de 5,6 % en 2004. Les hausses observées dans l'habitation (+11,5 %) et les machines et l'équipement (+4,9 %) ont été quelque peu contrebalancées par une diminution dans la construction non résidentielle (-6,0 %). Les immobilisations du secteur public ont enregistré un bond de 12,6 % en 2004, poursuivant une forte lancée amorcée en 2003, largement attribuable aux investissements accrus pour l'élargissement à quatre voies de la route transcanadienne et le projet de la centrale de Coleson Cove.
- Le projet de remise à neuf de la centrale de Coleson Cove a été mené à terme à la fin de 2004. Les travaux d'élargissement à quatre voies de la route transcanadienne entre Fredericton et Saint-Léonard se poursuivent et portent sur une section de 130 kilomètres. Ce projet de six ans devrait se terminer en 2007.
- Exception faite des projets dans les services publics, un certain nombre de projets d'immobilisation notables ont été réalisés en 2004 : l'entreprise Ganong Bros. de St. Stephen a terminé son agrandissement de 6 millions de dollars, ce qui lui a permis d'ajouter 100 employés à sa chaîne de production; l'entreprise Atcon Plywood a construit une usine de bois en placage stratifié de 60 millions de dollars près de Miramichi; l'entreprise Bennett Environmental a terminé la construction de son usine de traitement des sols contaminés de 20 millions de dollars à Belledune; et Irving Personal Care Ltd. a commencé à exploiter son usine de couches et de culottes de propreté de 60 millions de dollars à Dieppe.
- L'investissement dans la construction résidentielle a dépassé les attentes en 2004 et enregistré une autre excellente année, ayant atteint un total de 1 284,2 millions de dollars en 2004, soit une augmentation de 11,6 % par rapport à 2003. Cette progression s'explique surtout par un bond de 24,8 % des dépenses dans le secteur de la rénovation et un marché de la revente d'habitations très dynamique. Sur le plan national, l'investissement dans la construction résidentielle a crû de 14,2 %. Les mises en chantier provinciales ont chuté et sont passées à 3 947 logements en 2004, ce qui correspond à un recul de 12,1 % par rapport au sommet des vingt dernières années atteint en 2003.
- L'investissement dans la construction de structures non résidentielles a diminué de 3,6 % en 2004, comme l'ont attesté les reculs observés dans les secteurs industriel (-15,8 %) et commercial (-16,4 %). L'investissement dans la construction d'immeubles institutionnels et gouvernementaux a en partie contrebalancé cette diminution, ayant fait un bond de 58,5 %.
- Les emplois dans l'industrie de la construction s'établissaient à 18 900 en 2004, soit le même niveau que l'année précédente. Les entreprises de construction composent plus de 6 % du PIB du Nouveau-Brunswick.



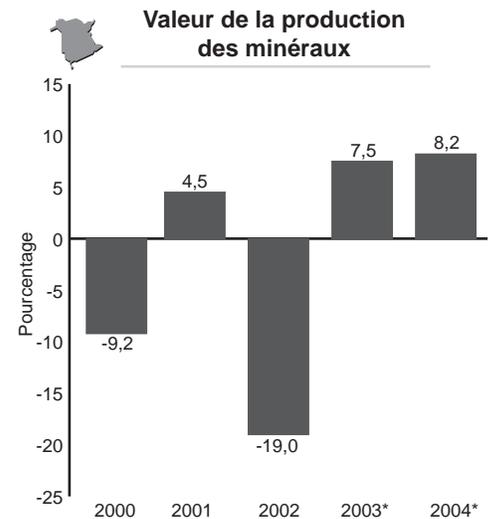
Les industries de services publics poursuivent leur transformation



- Depuis le 1^{er} octobre 2004, Énergie NB a subi une restructuration et est devenue une société de portefeuille et quatre filiales : Production, Énergie nucléaire, Transport, et Distribution et service à la clientèle. On compte également deux sociétés de la Couronne non affiliées : l'Exploitant du réseau du Nouveau-Brunswick et la Corporation financière de l'électricité du Nouveau-Brunswick.
- La remise à neuf de la centrale de Coleson Cove a été menée à terme en novembre 2004. Parmi les autres projets envisagés par Énergie NB, il y a notamment l'annonce d'un plan d'ajustement des effectifs qui permettrait de réaliser des économies de 40 millions de dollars en frais de personnel et de fonctionnement; une entente avec la société Eastern Wind Power Inc. concernant la construction d'un parc d'énergie éolienne de 20 mégawatts à Grand Manan; et l'implémentation d'une hausse des tarifs de 3,0 % en vigueur le 31 mars 2005. La décision au sujet de la remise à neuf de la centrale de Point Lepreau devrait survenir en 2005.
- En 2004, deux projets ont été menés à terme. Il s'agit du nouveau barrage hydroélectrique de 20 millions de dollars réalisé par l'entremise de la St. George Power (la première source d'énergie du Nouveau-Brunswick attestée comme « écologique » en vertu du programme national Choix environnemental), et le projet de 85 millions de dollars de Grandview Cogeneration (une centrale de cogénération au gaz naturel de 90 mégawatts à Saint John).
- Enbridge Gaz Nouveau-Brunswick a poursuivi l'aménagement du réseau de distribution du gaz naturel dans la province, ce qui comprend le premier raccordement de St. Stephen au réseau grâce à un investissement de 3 millions de dollars. À la fin de 2004, 3 000 clients utilisaient le gaz naturel, comparativement à 2 300 personnes en 2003.
- En 2004, la production totale et les exportations d'électricité ont chuté de 0,6 % et de 10,2 % respectivement. La production nationale d'électricité a augmenté de 0,8 %. Le secteur des services publics (électricité, gaz naturel, eau et égouts) compose environ 3 % du PIB du Nouveau-Brunswick.

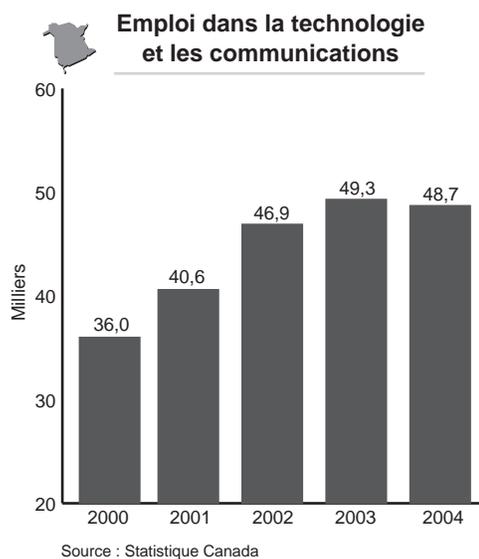
Accroissement de la production minière

- Le Nouveau-Brunswick est un important producteur canadien de plomb, de zinc, d'argent, de potasse, de tourbe, d'antimoine, de bismuth et de cadmium. La production minière provinciale englobe aussi le cuivre, le sel, le calcaire, le charbon, la marne et la silice. En 2004, la valeur totale de la production minière a été évaluée à 760,0 millions de dollars, soit une augmentation de 8,2 % par rapport à 2003.
- En 2004, la valeur de la production de minéraux métalliques a été de 502,3 millions de dollars, soit une augmentation de 12,2 % par rapport à 2003. Le secteur des métaux compose 66 % de la valeur totale de la production minière. La production des principaux métaux produits au Nouveau-Brunswick, le zinc et le plomb, a enregistré un recul par rapport aux niveaux recensés l'année précédente. La valeur de la production de ces métaux a néanmoins augmenté en 2004, à la suite de cours plus élevés.
- La production de charbon et de minéraux non-métalliques forment le reste de la valeur globale de la production minière. Le secteur des minéraux non-métalliques, influencé principalement par la potasse, compose la plus grande partie.
- L'industrie de l'extraction minière et extraction de pétrole et de gaz a employé environ 3 500 personnes en 2004, ce qui correspond à une augmentation de 12,9 % par rapport à l'année précédente. Ce secteur contribue pour un peu plus de 1 % au PIB provincial.
- La mine Brunswick Mine, qui appartient à la société minière Noranda Inc., est l'unique producteur de métaux de la province. La mine Brunswick a accru sa production quotidienne de minerai, qui a atteint 9 836 tonnes, établissant ainsi un nouveau record. La mine et la fonderie ont poursuivi leurs activités pendant toute l'année, exception faite d'un arrêt saisonnier des opérations prévu à la fonderie entre juillet et octobre.
- La petite société minière de Vancouver First Narrows Resources a annoncé la découverte de gisements d'or significatifs à l'ouest de Bathurst; des gisements prometteurs de plomb, de cuivre et de zinc ont également été découverts au cours de l'exploration au Camp minier de Bathurst. Slam Exploration Ltd., une petite société minière de Miramichi, a fait état de ses résultats de forage au diamant dans sa concession minière de Nash Creek (près de Bathurst) où il y aurait des « minéralisations exploitables ». Plusieurs sociétés minières ont annoncé d'autres projets d'exploration de gisements d'or, de cobalt, de cuivre, de plomb et de zinc.
- Les investissements en travaux d'exploration minière dans la province devraient atteindre 8,8 millions de dollars en 2004. Le programme de subvention triennal de 15 millions de dollars pour le Camp minier de Bathurst en est à sa deuxième année d'existence. Ce programme a été annoncé en octobre 2003 et vise à favoriser les travaux d'exploration avancés. Celui-ci pourrait être prolongé pour deux autres années et assorti d'un financement additionnel de 10 millions de dollars. La société Slam Exploration Ltd. contribuera la moitié du financement et pourra aussi compter sur une contribution en nature de la Noranda, tandis que le gouvernement provincial fournira le reste du financement. Slam a déjà recueilli le montant initial de 7,5 millions de dollars.



Source : Statistique Canada
* Ressources naturelles Canada

Expansion des secteurs de la technologie et des communications



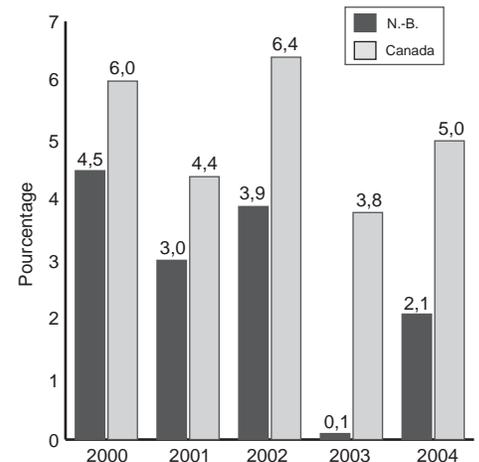
- Aliant et Rogers ont continué à améliorer l'accès à Internet à haute vitesse et au service numérique sans fil en 2004. Grâce à un partenariat regroupant le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et Aliant, une somme de plus de 40 millions de dollars sera investie avant la fin de 2006 en vue d'accroître le taux d'accès à Internet à haute vitesse à 90 % de la population du Nouveau-Brunswick. Le groupe Rogers a par ailleurs lancé son service Hi-Speed Extreme (un service Internet plus rapide) auprès de sa clientèle résidentielle et envisage pour l'avenir d'aménager un service de lignes téléphoniques terrestres.
- Le nombre moyen d'emplois dans les secteurs de la technologie et des communications a été de 48 700 en 2004, soit une diminution de 600 emplois par rapport à l'année précédente. Le groupe représente plus de 8 % du PIB du Nouveau-Brunswick. La rémunération hebdomadaire moyenne en 2004 s'est situé entre 343,81 \$ pour des services de soutien à l'entreprise (y compris les centres d'appel pour la clientèle), 842,80 \$ dans les entreprises d'information et de la culture, et 1 059,95 \$ pour la conception de systèmes informatiques et les services connexes.
- Plusieurs centres d'appel pour la clientèle ont annoncé de nouveaux emplois ou des projets d'agrandissement, y compris les entreprises suivantes : AOL Canada, Asurion, Cendant Canada Inc., CenterBeam Inc., ClientLogic, Clinidata, Concentra Solutions, Connect North America, Exxon Mobile, Help Desk Now, Marriott, Nucomm et Virtual Agent Services. Ces annonces ont plus que contrebalancé les effets de la fermeture de RMH Teleservice et de Charitable Aid Incorporated. Ce secteur emploie plus de 17 000 agents de contacts avec la clientèle.
- Les bonnes nouvelles dans le secteur des technologies de l'information ont compris l'annonce de nouveaux contrats, projets, produits ou des expansions par les entreprises AnyWare Group, Barrett Xplore Inc., Bulletproof Solutions, CGI Group, Ensemble Collaboration, Innovatia, LabMentors, Q1 Labs, Skillsoft, Spielo, T4G et xwave.
- L'Institut de technologie de l'information en partenariat avec l'industrie du CNRC accueille cinq entreprises à Fredericton et peut en héberger cinq autres. Ce centre est désigné comme grappe de technologies et permet aux petites et moyennes entreprises de tirer profit des ressources du CNRC, comme le système vocal sur Internet et des laboratoires à la fine pointe de la technologie.
- À la fin de 2004, le CRTC a annoncé l'autorisation de huit nouvelles stations de radio à Fredericton, Moncton et Saint John. Rogers Broadcasting Ltd. exploite deux des nouvelles stations.

Accélération de la croissance dans le commerce au détail

- Le commerce au détail du Nouveau-Brunswick a enregistré une progression de 2,1 % en 2004, comparativement à une augmentation de 5,0 % au niveau national. Ce secteur compose plus de 6 % du PIB provincial.
- Huit des 12 genres de magasins pour lesquels des données sont publiées dans la province ont enregistré une croissance positive de leurs ventes, les gains les plus notables ayant été observés dans le mobilier, les centres de rénovation et quincailleries et dans les pharmacies. Un net recul a été constaté dans les magasins d'accessoires de maison et dans les magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage.
- La vente de véhicules à moteur neufs a enregistré un recul pour la deuxième année consécutive en 2004. La valeur des véhicules neufs vendus a chuté de 6,5 %, tandis que le nombre de véhicules neufs vendus a régressé de 7,7 %.
- Les ventes en gros ont diminué de 0,7 % en 2004, après avoir déjà enregistré une diminution de 1,2 % en 2003. Ce groupe compose moins de 5 % du PIB du Nouveau-Brunswick.
- Les bonnes nouvelles annoncées en 2004 ont porté sur la construction de nouvelles installations ou l'agrandissement des installations existantes des entreprises Atlantic Superstore, Future Shop, Tigre Géant, Great Canadian Dollar Store, Kent Building Supplies, Société des alcools du N.-B., Pier 1 Imports, Sounds Fantastic, Tim Hortons, Wal-Mart et Winners/HomeSense Superstore. Plusieurs agglomérations de la province profiteront des retombées de ces projets.



Commerce de détail



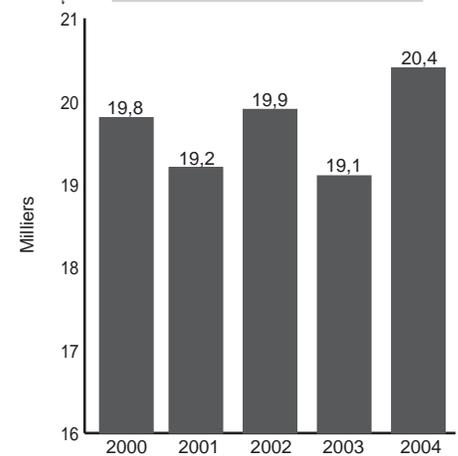
Source : Statistique Canada

Activités record dans les transports

- En 2004, le nombre d'emplois dans le secteur des transports au Nouveau-Brunswick a augmenté de 6,8 %, pour atteindre le niveau record de 20 400 emplois; une forte croissance a été observée dans le transport routier et les messageries. Les services de transport et d'entreposage composent plus de 5 % du PIB provincial.
- Le tonnage total déclaré en 2004 par le port de Saint John a atteint le niveau record de 26,3 millions de tonnes (+0,8 %); les marchandises liquides en vrac (dont les produits pétroliers) ont augmenté de 2,1 %, les matières sèches en vrac (potasse, sel et farine de poisson) ont augmenté de 12,7 %, et le transport de conteneurs a connu une augmentation de 1,8 %. Deux types d'activité ont enregistré un recul, à savoir les produits forestiers (-16 %) et les marchandises diverses (-12 %). Des immobilisations de 31 millions de dollars sont prévues au cours d'une période de cinq ans qui prendra fin en 2008, et comprendra la construction d'une nouvelle gare maritime pour les navires de croisière qui débutera en 2005. Le port doit accueillir 35 navires de croisière et 85 000 passagers en 2005, soit un recul par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle le port a accueilli 60 navires de croisière et 138 800 passagers.
- L'administration portuaire de Belledune a manutentionné 2,15 millions de tonnes de marchandises en 2004, soit un recul de 7,6 % par rapport à 2003. Des immobilisations de 537 000 \$ ont été réalisées l'an dernier. Pour l'année 2005, l'administration portuaire prévoit réaliser des projets d'une valeur de plus de 650 000 \$, dont d'autres travaux d'amélioration du terminal 1.
- Les trois principaux aéroports du Nouveau-Brunswick ont joui d'une forte affluence de passagers au cours de 2004. Le trafic de passagers a connu une hausse de 12,0 % à Fredericton, de 7,6 % à Moncton et de 4,0 % à Saint John. Pour l'année 2005, les projets annoncés comprennent la construction d'un hangar de 9 millions de dollars à l'aéroport de Moncton par Transport Canada et le réaménagement complet de l'intérieur de l'aérogare à l'aéroport de Fredericton.
- L'entreprise de camionnage de Moncton Armour Transportation Systems a inauguré son nouveau terminal routier de 1 million de dollars à Saint John.

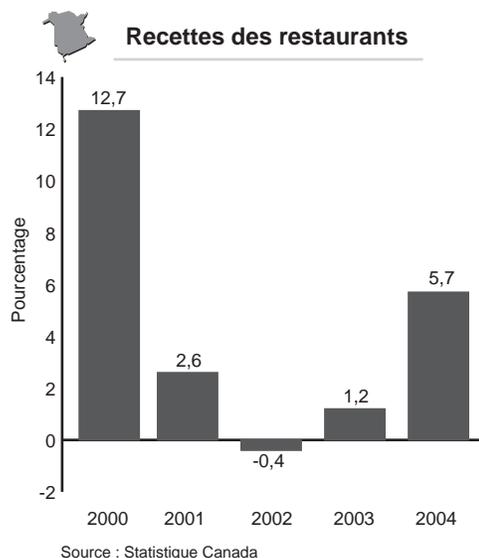


Emploi dans le secteur des transports



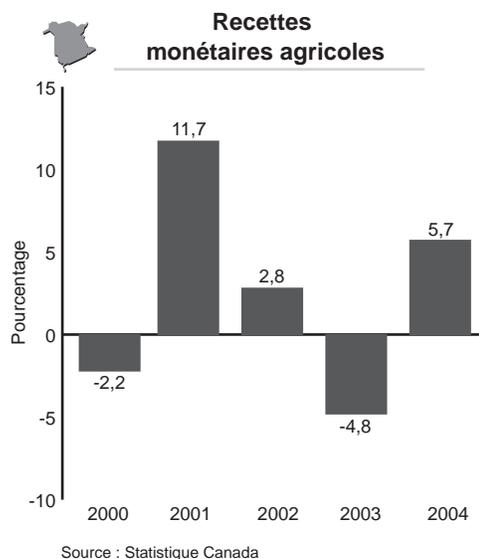
Source : Statistique Canada

Amélioration continue des recettes des services de restauration



- Les recettes des restaurants, des traiteurs et des brasseries au Nouveau-Brunswick ont augmenté de 5,7 % en 2004, comparativement à l'année précédente. La croissance nationale a été de 5,2 %.
- Les hôtels et les autres services d'hébergement de la province ont enregistré un taux moyen d'occupation de 71,0 % pour les mois de juillet et août, soit une baisse de 4,5 points de pourcentage par rapport à 2003. Par ailleurs, le nombre de chambres disponibles a augmenté de 7,0 %.
- Pour la deuxième année consécutive, le secteur de l'hébergement et des services de restauration a enregistré un recul du nombre d'emplois, qui s'est établi à 22 500 emplois, soit un recul de 2,6 % par rapport à 2003. Le secteur compose environ 2 % du PIB provincial. La rémunération hebdomadaire moyenne a connu une augmentation de 3,9 % en 2004 pour s'établir à 276,80 \$.
- Les revenus touristiques de la province pour l'année 2004 sont estimés à 1,1 milliard de dollars, soit les mêmes qu'en 2003, le nombre de visiteurs étant demeuré pratiquement le même, à 1,7 million de personnes. Un temps exceptionnellement frais et humide au début de l'été et le prix élevé de l'essence ont eu un impact sur la saison touristique. Les résultats des exploitants touristiques ont été mitigés. Certains affichaient un recul, tandis que d'autres exploitants déclaraient une augmentation, favorisée en partie par les activités entourant la commémoration du 400^e anniversaire de fondation de l'Acadie. De nouveaux projets d'investissement dans l'infrastructure touristique en 2005 ont été annoncés à Miramichi, New Maryland, Richibucto et Shippagan.

Accroissement des recettes monétaires agricoles



- En 2004, les recettes monétaires agricoles du Nouveau-Brunswick ont enregistré une progression de 5,7 %. Cette hausse est surtout attribuable aux recettes pour le bétail, qui ont augmenté de 5,4 %; les recettes des cultures ont diminué de 6,2 %. Les recettes plus élevées pour le porc, les produits laitiers, la volaille et les oeufs ont très largement compensé les recettes moindres enregistrées pour le bétail et les veaux. Les pommes de terre, qui composent environ 48 % des recettes des cultures, ont enregistré une diminution de 13,9 %. À l'échelle du pays, les recettes monétaires agricoles ont connu une progression de 7,5 %.
- Le Nouveau-Brunswick a exporté du poisson et des produits du poisson pour une valeur de 807,8 millions de dollars en 2004, soit une progression de 2,8 % par rapport à 2003.
- En 2003, les débarquements totaux de poissons commerciaux ont accusé un recul de 14,3 %, pour une valeur de 173,5 millions de dollars, ce qui s'expliquerait par une diminution des débarquements pour toutes les grandes espèces de poisson, exception faite des palourdes, des pétoncles, des oursins, et du hareng. En termes de volume, les débarquements totaux de 114,3 milliers de tonnes métriques enregistrés étaient de 8,1 % inférieurs au niveau de 2002. Les débarquements en hausse des palourdes, des pétoncles, et des oursins ont été contrebalancés par la forte diminution des débarquements de crabe, de crevettes, de homard et de gaspneau.
- En 2003, les ventes de produits aquicoles au Nouveau-Brunswick ont totalisé 269,2 millions de dollars (soit une baisse de 4,6 % par rapport à 2002) et ont composé plus de 37 % du total national des revenus en aquaculture. Une production et des exportations plus faibles, des prix à la baisse et l'apparition de maladies ont eu un effet négatif sur les revenus. Le Nouveau-Brunswick est le deuxième plus grand producteur de saumon d'élevage au Canada.
- L'agriculture, la pêche et la chasse composent plus de 2 % du PIB provincial. Les produits alimentaires forment environ 16 % des livraisons manufacturières de la province.